

**Assemblée générale**
Cinquantième session

6 mai 1995

**Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 1996-1997*****Titre IV****Coopération internationale pour le développement****Chapitre 12
Centre des Nations Unies
pour les établissements humains (Habitat)****Table des matières**

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	1
A. Organes directeurs	4
B. Direction exécutive et administration	7
C. Programme de travail	9

* Le présent document contient le chapitre 12 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/6/Rev.1)*.



Chapitre 12

Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Vue d'ensemble

- 12.1 Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) est chargé d'assurer le secrétariat de la Commission des établissements humains et d'animer l'action et la coordination des activités des organismes des Nations Unies. Les activités du Centre visent notamment à fournir une aide aux États Membres pour tout ce qui a trait à la planification, au développement et à la gestion des établissements humains en menant des activités de coopération technique, de recherche-développement et de diffusion d'informations. Le Centre est également chargé de la mise en oeuvre de la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/181 du 20 décembre 1988, et des chapitres 7 et 21 ainsi que des autres éléments d'Action 21 touchant les établissements humains, et fait fonction de secrétariat spécial de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui se tiendra à Istanbul (Turquie) du 3 au 14 juin 1996.
- 12.2 Le programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997 se fonde sur le programme 22 (Établissements humains) du plan à moyen terme révisé pour la période 1992-1997 (A/47/6/Rev.1). Il tient compte également de mandats supplémentaires, en particulier ceux relatifs à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), à savoir : a) un logement convenable pour tous et b) un modèle viable d'établissements humains dans un monde qui s'urbanise, comme l'avait recommandé le Comité préparatoire de la Conférence.
- 12.3 Le programme de travail vise à répondre à l'évolution des priorités des États Membres touchant des questions importantes telles que : la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, le renforcement des communautés locales, l'amélioration de la prévention et de la lutte contre les catastrophes et l'utilisation maximale des possibilités créées par l'urbanisation pour renforcer la croissance économique. Il vise également à accroître, aux niveaux national et local, la capacité d'intégrer des méthodes de développement durable dans l'aménagement et la gestion des établissements humains et à améliorer les conditions de vie, en particulier celles des pauvres et des déshérités.
- 12.4 La croissance négative de 3,1 % est due au fait que les ressources prévues pour Habitat II ne concernent que la première partie de 1996, alors qu'en 1994-1995, les prévisions avaient été établies sur la base d'un exercice biennal complet.
- 12.5 Par suite de la création d'un Office des Nations Unies à Nairobi, les dépenses d'appui administratif qui étaient auparavant imputées séparément sur le budget du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et du PNUE ont été regroupées au chapitre 26H, Administration, Nairobi. Le montant des ressources (1 618 400 dollars) allouées en 1994-1995 pour l'appui aux programmes au chapitre 12B [Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)] figure désormais au chapitre 26H

12.6 La répartition (en pourcentage) des ressources prévues au chapitre 12 pour 1996-1997 se décompose comme suit :

	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires
	(En pourcentage)	
A. Organes directeurs	8,2	—
B. Direction exécutive et administration	16,4	1,8
C. Programme de travail	75,4	98,2
Total	100,0	100,0

Tableau 12.1

Prévisions de dépenses, par programme
(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Programme	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
A. Organes directeurs	953,4	1 199,9	(57,0)	(4,7)	1 142,9	65,5	1 208,4
Habitat II	118,5	1 065,6	(419,2)	(39,3)	646,4	31,0	677,4
B. Direction exécutive et administration	1 433,6	2 178,1	10,0	0,4	2 188,1	245,4	2 433,5
C. Programme de travail	6 266,2	9 114,5	40,0	0,4	9 154,5	1 326,6	10 481,1
Total	8 771,7	13 558,1	(426,2)	(3,1)	13 131,9	1 668,5	14 800,4

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	903,3	1 446,7	i) Des organismes des Nations Unies	—
			ii) Des activités extrabudgétaires	740,0
			b) Activités de fond :	
	3 610,2	4 561,9	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	6 272,8
	4 220,5	6 197,7	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	7 288,4
	60 164,0	54 000,0	c) Projets opérationnels :	
			PNUD	43 130,0
	9 079,0	3 051,7	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	3 200,0
	262,1	37,0	PAM	—
	3 700,0	2 134,4	Divers	1 479,0
Total	81 939,1	71 429,4		62 110,2
Total 1) et 2)	90 710,8	84 987,5		76 910,6

Tableau 12.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	7 266,7	10 875,6	—	—	10 875,6	1 454,2	12 329,8
Autres dépenses de personnel	963,5	1 891,6	(396,5)	(20,9)	1 495,1	78,2	1 573,3
Consultants et experts	265,7	348,4	(40,6)	(11,6)	307,8	79,6	387,4
Voyages	146,5	198,3	5,0	2,5	203,3	21,7	225,0
Services contractuels	29,1	64,8	—	—	64,8	21,4	86,2
Frais généraux de fonctionnement	98,6	130,8	21,6	16,5	152,4	11,8	164,2
Fournitures et accessoires	1,6	28,4	(0,3)	(1,0)	28,1	1,4	29,5
Matériel	—	20,2	(15,4)	(76,2)	4,8	0,2	5,0
Total	8 771,7	13 558,1	(426,2)	(3,1)	13 131,9	1 668,5	14 800,4

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Objet de dépense	1996-1997 Montant estimatif
	13 549,6	13 050,0	Postes	11 896,8
	181,3	371,2	Autres dépenses de personnel	—
	550,1	337,5	Consultants et experts	348,4
	3 988,0	2 949,4	Voyages	2 388,5
	7 717,6	4 127,7	Services contractuels	6 982,3
	—	—	Frais généraux de fonctionnement	—
	—	—	Fournitures et accessoires	—
	—	—	Mobilier	—
	—	—	Matériel	—
	—	—	Amélioration des locaux	—
	55 952,5	50 593,6	Dépenses diverses	40 494,2
Total	81 939,1	71 429,4		62 110,2
Total 1) et 2)	90 710,8	84 987,5		76 910,6

Tableau 12.3

Postes nécessaires

Unité administrative : Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	—	—	—	—	1	1	1	1
D-2	1	1	—	—	1	1	2	2
D-1	3	3	—	—	7	7	10	10
P-5	6	6	—	—	12	12	18	18
P-4/3	28	28	—	—	14	16	42	44
P-2/1	5	5	—	—	7	3	12	8
Total	44	44	—	—	42	40	86	84
Agents des services généraux								
1re classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	2	2	—	—	—	—	2	2
Autres catégories								
Agents locaux	27	27	—	—	35	48	62	75
Total	27	27	—	—	35	48	62	75
Total général	73	73	—	—	77	88	150	161

A. Organes directeurs

Tableau 12.4

Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programme</i>	<i>1992-1993 Dépenses</i>	<i>1994-1995 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Réévaluation des coûts</i>	<i>1996-1997 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
Commission des établissements humains	953,4	1 199,9	(57,0)	(4,7)	1 142,9	65,5	1 208,4
Habitat II	118,5	1 065,6	(419,2)	(39,3)	646,4	31,0	677,4
Total	1 071,9	2 265,5	(476,2)	(21,0)	1 789,3	96,5	1 885,8

1. Commission des établissements humains

Tableau 12.5

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Autres dépenses de personnel	944,5	1 172,5	(50,7)	(4,3)	1 121,8	60,4	1 182,2
Voyages	2,0	6,3	(6,3)	(100,0)	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	6,9	21,1	—	—	21,1	5,1	26,2
Total	953,4	1 199,9	(57,0)	(4,7)	1 142,9	65,5	1 208,4

- 12.7 La Commission des établissements humains est l'organe intergouvernemental qui définit les grandes orientations des travaux du Centre des Nations Unies pour les établissements humains. La Commission, qui se compose de 58 membres, se réunit tous les deux ans. La seizième session se tiendra pendant huit jours en 1997.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 12.8 Les ressources prévues (1 121 800 dollars) sont destinées à couvrir le coût du personnel temporaire recruté pour les réunions (1 117 100 dollars) et des heures supplémentaires nécessaires pour assurer le secrétariat de la seizième session de la Commission (4 700 dollars).

Frais généraux de fonctionnement

- 12.9 Les ressources prévues (21 100 dollars) se décomposent comme suit : a) location de mobilier et de matériel (7 700 dollars); b) réceptions officielles pendant la session de la Commission (4 300 dollars); et c) dépenses, prélèvements et ajustements divers imputables à la tenue de la seizième session (9 100 dollars).

2. Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

Tableau 12.6

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Autres dépenses de personnel	16,9	719,1	(345,8)	(48,0)	373,3	17,8	391,1
Consultants et experts	34,8	130,6	(80,6)	(61,7)	50,0	2,2	52,2
Voyages	66,2	91,8	11,3	12,3	103,1	5,0	108,1
Frais généraux de fonctionnement	0,6	88,4	11,6	13,1	100,0	5,0	105,0
Fournitures et accessoires	—	20,3	(0,3)	(1,4)	20,0	1,0	21,0
Matériel	—	15,4	(15,4)	(100,0)	—	—	—
Total	118,5	1 065,6	(419,2)	(39,3)	646,4	31,0	677,4

- 12.10 La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) se tiendra à Istanbul, du 3 au 14 juin 1996, conformément à la résolution 47/180 de l'Assemblée générale. Un Comité préparatoire de la Conférence, créé par la même résolution, tiendra sa troisième session à New York au début février 1996. Un secrétariat spécial à effectifs réduits, qui relève du Centre sur le plan administratif, a été créé à Nairobi.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Autres dépenses de personnel

- 12.11 Les ressources prévues (373 300 dollars) sont destinées à couvrir le coût du personnel temporaire : un coordonnateur, de la classe D-1 (huit mois de travail); un chef des opérations de la classe P-5, chargé de suivre les préparatifs et les rapports des pays, et d'en rendre compte (huit mois de travail); un attaché de liaison, de la classe P-3, chargé des relations avec les organisations gouvernementales et les collectivités locales (huit mois de travail); et 30 mois de travail d'agents locaux. Les heures supplémentaires (représentant un montant de 9 700 dollars) sont comprises dans ces ressources.

Consultants et experts

- 12.12 Les ressources prévues (50 000 dollars) sont destinées à couvrir le coût des consultants qui doivent collaborer avec le Centre dans les domaines pour lesquels il ne dispose pas des connaissances voulues.

Voyages

- 12.13 Les ressources prévues (103 000 dollars) doivent couvrir les frais de voyage de Nairobi à New York de sept fonctionnaires qui devront organiser les travaux et assurer le secrétariat de la troisième session du Comité préparatoire, et participer à des réunions régionales (83 100 dollars), et permettre d'effectuer des missions de consultation auprès d'États membres et d'institutions dans le domaine des établissements humains (20 000 dollars).

Frais généraux de fonctionnement et fourniture et accessoires

- 12.14 Les ressources prévues sous cette rubrique (120 000 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de location de mobilier et de matériel (23 000 dollars); les dépenses de communication (36 800 dollars); le

coût de réceptions officielles (16 400 dollars); le coût des services divers (23 800 dollars); et le coût des fournitures et accessoires (20 000 dollars).

B. Direction exécutive et administration

Tableau 12.7

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	1 322,7	2 115,6	—	—	2 115,6	236,5	2 352,1
Autres dépenses de personnel	0,5	—	—	—	—	—	—
Voyages	17,6	28,3	—	—	28,3	6,6	34,9
Services contractuels	0,1	—	—	—	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	91,1	21,3	10,0	46,9	31,3	1,7	33,0
Fournitures et accessoires	1,6	8,1	—	—	8,1	0,4	8,5
Matériel	—	4,8	—	—	4,8	0,2	5,0
Total	1 433,6	2 178,1	10,0	0,4	2 188,1	245,4	2 433,5

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
			i) Des organismes des Nations Unies	
			ii) Des activités extrabudgétaires	
	269,9	493,0	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	—
			Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	740,0
	633,4	953,7		
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
Total	903,3	1 446,7		740,0
Total 1) et 2)	2 336,9	3 624,8		3 173,5

Tableau 12.8

Postes nécessaires
Programme : Direction exécutive et administration

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997	1994-1995	1996-1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
SSG	—	—	—	—	1	1	1	1
D-1	2	2	—	—	1	1	3	3
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	—	—	3	3
Total	7	7	—	—	2	2	9	9
Agents des services généraux								
1re classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	2	2	—	—	—	—	2	2
Total	2	2	—	—	—	—	2	2
Autres catégories								
Agents locaux	5	5	—	—	2	4	7	9
Total	5	5	—	—	2	4	7	9
Total général	14	14	—	—	4	6	18	20

Bureau du Directeur exécutif et Bureau de liaison à New York

- 12.15 Le Bureau du Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains est chargé d'assurer l'orientation et la supervision générales des activités du Centre. Il détermine la direction et l'administration générales du Centre dans l'exécution de son mandat et du programme de travail approuvé. Il fournit également des services opérationnels aux sessions de la Commission, et coordonne et établit les rapports demandés par les organes directeurs.
- 12.16 Dans le cadre de ses fonctions et de ses responsabilités, le Bureau supervise et coordonne les activités liées à des programmes spéciaux, comme la préparation d'Habitat II.
- 12.17 Les ressources prévues pour ce programme concernent également le Bureau de liaison du Centre à New York, qui a pour tâche principale de représenter le Centre au Siège de l'ONU et d'assurer la liaison avec les organismes des Nations Unies, les missions permanentes et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans le cadre des activités ordinaires du Centre et des préparatifs d'Habitat II.

Ressources nécessaires (aux taux courants)
Postes

- 12.18 Les ressources prévues à cette rubrique (2 115 600 dollars), qui n'accusent pas d'augmentation, doivent permettre de couvrir le coût de sept postes d'administrateur et de sept postes d'agent local, dont un poste

D-1, un poste P-3 et deux postes d'agent des services généraux concernent le Bureau de liaison à New York.

Voyages

- 12.19 Un montant de 28 300 dollars est prévu pour couvrir les frais de voyage relatifs à la participation aux sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, à des réunions interinstitutions ainsi qu'à des consultations avec des gouvernements dans différentes régions.

Frais généraux de fonctionnement

- 12.20 Les ressources prévues sous cette rubrique (31 300 dollars), qui accusent un accroissement de 10 000 dollars, sont destinées à couvrir le coût des communications du bureau de liaison à New York, dont les activités devraient s'accroître compte tenu des préparatifs d'Habitat II.

Fournitures et accessoires, mobilier et matériel

- 12.21 Un montant de 12 900 dollars est prévu pour les fournitures et accessoires (8 100 dollars) ainsi que pour le mobiliser et le matériel (4 800 dollars).

C. Programme de travail

Tableau 12.9

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1996-1997 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	5 944,0	8 760,0	—	—	8 760,0	1 217,7	9 977,7
Autres dépenses de personnel	1,6	—	—	—	—	—	—
Consultants et experts	230,9	217,8	40,0	18,3	257,8	77,4	335,2
Voyages	60,7	71,9	—	—	71,9	10,1	82,0
Services contractuels	29,0	64,8	—	—	64,8	21,4	86,2
Total	6 266,2	9 114,5	40,0	0,4	9 154,5	1 326,6	10 481,1

Tableau 12.9 (suite)

2) Fonds extrabudgétaires

	1992-1993 Dépenses	1994-1995 Montant estimatif	Provenance des fonds	1996-1997 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	
	—	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
			ii) Des activités extrabudgétaires	—
			b) Activités de fond :	
	3 610,2	4 561,9	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	6 272,8
	4 220,5	6 197,7	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	7 288,4
			c) Projets opérationnels :	
	60 164,0	54 000,0	PNUD	43 130,0
	9 079,0	3 051,7	Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	3 200,0
	262,1	37,0	Programme alimentaire mondial	—
	3 700,0	2 134,4	Divers	1 479,0
Total	81 035,8	69 982,7		61 370,2
Total 1) et 2)	87 302,0	79 097,2		71 851,3

Tableau 12.10

Postes nécessaires

Programme : Établissements humains

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997	1994- 1995	1996- 1997
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-2	1	1	—	—	1	1	2	2
D-1	1	1	—	—	6	6	7	7
P-5	5	5	—	—	12	12	17	17
P-4/3	25	25	—	—	14	16	39	41
P-2/1	5	5	—	—	7	3	12	8
Total	37	37	—	—	40	38	77	75
Autres catégories								
Agents locaux	22	22	—	—	33	44	55	66
Total	22	22	—	—	33	44	55	66
Total général	59	59	—	—	73	82	132	141

- 12.22 La Commission des établissements humains joue un rôle essentiel pour ce qui est de déterminer l'orientation et la structure des travaux du Centre des Nations Unies pour les établissements humains. Suite à la proclamation par l'Assemblée générale en 1987 de l'Année internationale du logement des sans-abri, les questions relatives aux établissements humains ont pris de plus en plus d'importance au niveau international. Les organismes des Nations Unies ont répondu à la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 en arrêtant diverses décisions et mesures favorisant la réalisation des objectifs de cette stratégie

grâce à des initiatives dans des domaines comme le développement durable des établissements humains (Action 21), afin d'empêcher que ne s'aggrave la détérioration de l'habitat et de poser les fondements d'une amélioration durable. Habitat II offrira l'occasion d'établir un plan d'action qui permette de définir d'autres directives à cet égard.

- 12.23 Bénéficiant d'un nouvel élan grâce aux préparatifs d'Habitat II, le programme de travail continuera d'être axé sur les activités de sensibilisation, la recherche et la fourniture d'une assistance technique par le biais de la formation de services consultatifs et des projets opérationnels compte tenu des recommandations de la Conférence et des objectifs et stratégies du programme d'action qui devrait être adopté par la Conférence.

Sous-programme 1

Questions et stratégies mondiales

- 12.24 On s'efforcera dans le cadre de ce sous-programme de permettre à la Commission des établissements humains de superviser l'exécution des programmes relatifs aux établissements humains par les organismes des Nations Unies. On s'efforcera également d'aider le Comité préparatoire d'Habitat II à formuler des recommandations concernant un nouveau plan d'action mondial pour la Conférence et à lancer diverses activités de fond à l'appui de la mise en oeuvre initiale aux niveaux international, régional, national et local du plan d'action qui devrait être approuvé par la Conférence.
- 12.25 Pendant l'exercice biennal 1996-1997, on intensifiera l'analyse mondiale des tendances et des politiques liées au développement des établissements humains, notamment celle des liens entre les phénomènes démographiques, politiques, économiques, sociaux, techniques et écologiques, d'une part, et le développement des établissements humains, de l'autre. On s'efforcera d'instituer un réseau mondial d'échange d'informations entre les institutions de recherche sur le développement et les établissements humains, afin de renforcer les fonctions consultatives du Centre sur ces questions.

Activités

1. *Coopération internationale*

Relations extérieures. Coopération et collaboration avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les associations publiques et les institutions nationales exerçant des activités dans le domaine des établissements humains et participant aux préparatifs d'Habitat II.

2. *Services fournis aux organes délibérants*

- a) *Rapports.* i) Habitat II (projet de plan d'action, projet de déclaration de principes, conclusions de la Conférence, exécution des décisions prises lors de la Conférence); ii) stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 (plan d'action pour 1998-1999, exécution du programme relatif à la participation des femmes, examen à mi-parcours); iii) rapport du Directeur exécutif à la Commission des établissements humains à sa seizième session; iv) coopération entre le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH), les organisations intergouvernementales extérieures au système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales; v) «la contribution des secteurs privé et non gouvernemental à la fourniture de logements pour les groupes à faible revenu»; vi) exposé sur un sujet qui sera choisi à la quinzième session de la Commission des établissements humains; vii) assistance financière et autre fournie aux pays en développement et entre ces pays pour les établissements humains; viii) exécution à l'échelle mondiale du programme d'indicateurs urbains; ix) rapport du Directeur exécutif à la cinquième session de la Commission du développement durable; x) planification et gestion de l'environnement : expérience pratique au niveau de la ville en matière de planification et de gestion de l'environnement, échange de savoir-faire et collaboration interinstitutions entre des villes sélectionnées; xi) transfert d'écotechnologies, coopération et renforcement des capacités pour les établissements humains; xii) examen du rôle de l'action nationale

et internationale dans le domaine des établissements humains dans le cadre de l'exécution d'Action 21; xiii) tendances mondiales actuelles du développement économique et social dans la mesure où elles influent sur la planification, le développement et la gestion des établissements humains et recommandations pour des initiatives futures aux niveaux national et international; et xiv) *Rapport mondial sur les établissements humains*;

- b) *Services fonctionnels*. i) Comité préparatoire et deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II); et ii) seizième session de la Commission des établissements humains;
- c) *Réunions d'un groupe spécial d'experts*. Recentrage des stratégies du développement internationales et nationales : importance accrue de la dimension urbaine.

3. Publications

- a) *Publications en série*. Premier volume du *Catalogue of Best Practice*; et une étude régionale en Asie et dans le Pacifique sur les mesures prises au niveau national pour la mise en oeuvre d'Action 21 dans le domaine des établissements humains;
- b) *Publications isolées*. i) Étude de faisabilité avec accords : rendre autonomes les activités d'Habitat II; ii) étude de faisabilité avec accords : adapter les technologies les plus avancées de télécommunications et d'informatique aux activités des sous-programmes d'Habitat II; iii) plan d'action mondial, version officielle sous forme imprimée et numérique; iv) plan d'action mondial, version de vulgarisation sous forme imprimée et numérique; v) politiques intégrées du CNUEH sur des thèmes à sélectionner; vi) évaluation du programme du CNUEH (thèmes à sélectionner); vii) liste des centres de liaison nationaux pour Habitat; viii) liste des organisations non gouvernementales exerçant des activités dans le domaine des établissements humains; ix) dialogues entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales; x) rapport sur les consultations annuelles entre le CNUEH et les organisations non gouvernementales; xi) rapport sur les consultations entre le CNUEH et les collectivités locales; xii) évolution du rôle économique et écologique des établissements humains; xiii) recueil de statistiques sur les établissements humains; xiv) statistiques de base sur les établissements humains; xv) atlas des statistiques sur les établissements humains (Atlas Habitat 1996); xvi) base de données relatives aux villes établie par le CNUEH (Citibase); et xvii) résumé analytique du rapport mondial sur les établissements humains.

4. Supports et services d'information

- a) *Supports d'information*. i) Six numéros du bulletin d'information *Habitat II Bulletins* (sous forme imprimée et électronique); ii) *Urban Observer*, bulletin d'information disponible sous forme imprimée ou par courrier électronique/Internet, rendant compte des conclusions d'Habitat II; iii) deux publications sur les problèmes de l'urbanisation et du développement des établissements humains, l'une destinée aux écoliers, l'autre étant un reportage photographique sur les villes; iv) calendrier 1997; v) 12 articles sous copyright; vi) 12 numéros de *City Scan*; vii) 12 numéros du bulletin du CNUEH (Habitat) axés sur la Stratégie mondiale du logement, le développement durable et l'exécution du plan d'action d'Habitat II; viii) quatre notes bibliographiques (suppléments du bulletin d'information); ix) deux dossiers de presse pour la Journée mondiale de l'Habitat; x) quatre panneaux muraux/affiches pour la Journée internationale de la femme; et xi) matériels d'information et de promotion sur le CNUEH et Habitat II;
- b) *Communiqués de presse*. i) 40 communiqués de presse et articles sur support papier et courrier électronique; et ii) 60 articles sur les questions relatives aux établissements humains destinés à la presse écrite mondiale;
- c) *Expositions et autres matériels visuels*. i) Quatre affiches sur les principes, les engagements et autres résultats de la Conférence; ii) deux affiches pour la Journée mondiale de l'Habitat; iii) deux expositions pour la Journée mondiale de l'Habitat; et iv) six expositions sur les questions relatives aux établissements humains;

- d) *Films et vidéocassettes.* i) 10 coproductions audio-visuelles pour les magazines de reportages télévisés pendant l'exercice biennal; ii) 1 vidéocassette sur la Conférence d'Istanbul : Historique d'Habitat II; iii) 1 série de six vidéocassettes de présentation de pays classés par région; et iv) 2 vidéocassettes pour la Journée mondiale de l'Habitat;
 - e) *Émissions radiophoniques et programmes enregistrés d'informations, de documentaires et de reportages.* i) 4 coproductions télévisées sur les meilleures pratiques utilisées pour le développement et la gestion des établissements humains; ii) 2 émissions radiophoniques pour la Journée mondiale de l'Habitat; et iii) 24 émissions radiophoniques sur les questions relatives aux établissements humains d'importance mondiale et d'importance nationale ou régionale.
5. *Activités opérationnelles*
- a) *Services consultatifs.* Présentation électronique des activités nationales de préparation à la Conférence et réalisation des objectifs stratégiques des plans d'action nationaux;
 - b) *Formation de groupe.* i) Ateliers et bourses d'études sur l'utilisation de la technologie de la communication électronique pour des consultations à grande échelle; et ii) trois séminaires régionaux sur le rôle des organisations non gouvernementales et autres grands groupes dans l'exécution du plan d'action mondial d'Habitat II;
 - c) *Projets opérationnels.* Douze projets de transfert de technologie reposant sur les meilleures pratiques en usage.

6. *Coordination, harmonisation et liaison*

Consultations interinstitutions, échanges d'informations et programmation commune dans les domaines stratégiques du développement humain durable à l'appui du Forum interinstitutions sur le développement urbain durable.

Sous-programme 2

Politiques et instruments nationaux

- 12.26 Pendant l'exercice biennal 1996-1997, on donnera la priorité à la recherche et aux programmes opérationnels contribuant à l'amélioration de la conception et de l'exécution de politiques relatives aux établissements humains aux niveaux national et local. On s'efforcera de renforcer les capacités de gestion des établissements humains en mettant l'accent sur les niveaux national et local grâce à l'utilisation de systèmes intégrés de gestion. En outre, les pays bénéficieront de services consultatifs sur l'intégration du développement des établissements humains dans la planification et la programmation nationales en matière de développement. La programmation opérationnelle sera orientée de manière à promouvoir le renforcement des capacités nationales et locales de gestion des établissements humains, la conduite des affaires publiques au niveau local et le développement des établissements humains sans discrimination entre les sexes; le développement et la diffusion de méthodes et d'instruments propres à favoriser un développement urbain durable; l'amélioration des établissements humains à faible revenu grâce à l'utilisation de systèmes intégrés de gestion et de systèmes informatiques à vocation géographique; et le renforcement des institutions susceptibles de développer les capacités nationales et locales.

Activités

1. *Services fournis aux organes délibérants*

Réunion d'un groupe spécial d'experts sur le processus de prise de décisions des femmes.

2. *Publications*

Onze publications isolées. i) Document directif sur les politiques et instruments nationaux; ii) rapport d'ensemble sur les plans d'action nationaux pour Habitat II; iii) mécanismes de coordination intersectorielle

en vue de la planification et de l'exécution des programmes et projets relatifs aux établissements humains; iv) rapport technique sur l'application d'indicateurs urbains au suivi de l'exécution du plan d'action mondial d'Habitat II; v) manuel sur les méthodes d'évaluation des activités et des programmes de renforcement des capacités; vi) directives pour la mise au point des politiques et stratégies de mise en valeur des ressources humaines des administrations locales; vii) trois modules de formation sur le développement urbain durable; viii) rapport sur l'expérience acquise en matière de renforcement des capacités locales d'exécution des plans d'action nationaux d'Habitat II sur le développement urbain durable; ix) questions relatives à l'égalité des sexes dans les plans d'action nationaux d'Habitat II; x) indicateurs visant à mesurer le pouvoir décisionnel des femmes aux niveaux local et national dans le domaine des établissements humains; et xi) manuel à l'intention des associations de jeunes portant sur l'égalité des sexes et Habitat.

3. *Supports et services d'information*

Expositions et autres matériels visuels. Présentation audio-visuelle de l'exécution de plans d'action locaux pour le développement urbain durable.

4. *Activités opérationnelles*

- a) Services consultatifs pour l'application des plans d'action nationaux d'Habitat II et à l'appui du renforcement des capacités de développement urbain durable;
- b) *Formation de groupe.* i) Ateliers sur l'application d'indicateurs urbains au niveau national; méthodes d'évaluation des programmes et activités de renforcement des capacités; fonctions de maintenance et d'exécution des administrations locales; ii) quatre séminaires et bourses d'études sur les stratégies de renforcement des capacités pour les plans d'action nationaux d'Habitat II; iii) exécution des plans d'action nationaux d'Habitat II pour la planification du développement urbain durable; questions relatives à l'égalité des sexes dans les domaines des établissements humains et de développement urbain; et situation des femmes dans les établissements humains ayant des besoins particuliers;
- c) *Projets opérationnels.* i) 10 projets nationaux sur la mise en oeuvre et la coordination des plans d'action nationaux d'Habitat II; et ii) 20 projets nationaux à l'appui de l'application et de l'utilisation d'indicateurs permettant de suivre la mise en oeuvre des plans d'action nationaux d'Habitat II.

Sous-programme 3

Gestion du développement des établissements humains, notamment des ressources financières et foncières

- 12.27 L'objectif global de ce sous-programme consiste à promouvoir des modes de développement durable dans tous les établissements humains, l'accent étant mis sur la bonne conduite des affaires publiques et les interventions stratégiques, dans le cadre d'une large participation aux décisions. Les activités qui seront entreprises pendant l'exercice biennal 1996-1997 comportent notamment des travaux de recherche et des initiatives visant à promouvoir l'amélioration des systèmes et des techniques d'urbanisme aux niveaux municipal, métropolitain et national, l'efficacité accrue des pratiques administratives municipales et une mobilisation plus rationnelle des ressources grâce à l'identification de recettes potentielles aux niveaux local et national.

Activités

1. *Services fournis aux organes délibérants*

Réunion d'un groupe spécial d'experts sur la planification et la gestion régionales.

2. Publications

Publications isolées. i) Document directif sur la gestion du développement durable des établissements humains; ii) la décentralisation comme stratégie efficace de gestion municipale; iii) bilan de l'expérience de la coordination interinstitutions pour la planification et la mise en oeuvre du développement urbain durable; iv) les politiques de décentralisation et l'efficacité des instruments d'exécution; v) le financement du développement durable et de la gestion de la ville; vi) les expériences acquises en matière de privatisation des services et fonctions municipaux; vii) les mesures visant à garantir la sécurité de jouissance pour les groupes à faible revenu; viii) l'établissement de directives pour les administrations locales sur les méthodes d'évaluation et d'imposition des terres; ix) l'établissement d'un répertoire des instruments permettant d'assurer une meilleure gestion des terres et un meilleur fonctionnement des marchés fonciers urbains; x) la régularisation du régime foncier urbain et l'amélioration des établissements humains non structurés; xi) la demande de renforcement des capacités pour l'amélioration des établissements humains dans huit villes pilotes en Afrique, en Asie et en Amérique latine; xii) l'expérience acquise en matière de planification et de gestion des centres de service ruraux en Amérique latine et aux Caraïbes; et xiii) l'établissement de monographies sur la planification et la gestion régionales.

3. Activités opérationnelles

- a) *Services consultatifs.* i) Appui aux plans d'action nationaux d'Habitat II en matière de gestion urbaine; ii) fourniture équitable de services urbains; iii) sources novatrices de création et de mobilisation de recettes municipales; iv) privatisation des services municipaux; et v) systèmes d'information géographique et cadastre;
- b) *Formation de groupe.* Ateliers nationaux sur les consultations nationales et urbaines concernant les questions de décentralisation, les rôles et responsabilités de différents niveaux d'administration, la coordination interinstitutions et d'autres questions institutionnelles relatives à la gestion urbaine dans le cadre du programme de gestion urbaine; ateliers de formation sur les méthodes de gestion des établissements humains; sur les compétences en matière de gestion et de développement des établissements humains à l'intention des élus locaux en vue de mettre en oeuvre les plans d'action nationaux d'Habitat II pour la gestion des établissements humains; ateliers nationaux et consultations municipales sur la gestion foncière urbaine et les questions d'imposition des terres; ateliers sur l'examen des progrès du réseau du Conseil de coordination pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement mis en place pour fournir des services aux pauvres vivant en milieu urbain; programme sur les activités de recherche et de renforcement des capacités dans les villes pilotes; et sur les instruments et techniques fondamentaux de planification du développement régional à l'appui de la mise en oeuvre des plans d'action nationaux d'Habitat II;
- c) *Projets opérationnels.* i) 16 projets de coopération technique sur la gestion municipale, l'accent étant mis sur les questions de décentralisation, les rôles et responsabilités des différentes administrations, la coordination interinstitutions et d'autres questions institutionnelles relatives à la gestion urbaine; ii) 3 projets opérationnels sur la localisation d'Action 21 : planification pour le développement urbain durable au Kenya ou en République-Unie de Tanzanie, au Maroc et en Indonésie; iii) 6 projets de coopération technique sur les finances municipales, l'accent étant mis sur la mobilisation des ressources et la programmation des investissements; iv) 8 projets de coopération technique sur les questions de gestion foncière urbaine; et v) 3 projets de recherche en partenariat avec des instituts d'enseignement et de recherche pour renforcer les capacités en vue de la formulation et de l'exécution d'une politique d'amélioration des établissements humains non structurés, notamment grâce à l'utilisation d'applications informatiques pour les systèmes d'information géographique de cartographie, dans des villes pilotes en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Sous-programme 4 Amélioration des infrastructures et du cadre de vie

- 12.28 L'objectif de ce sous-programme est de renforcer les capacités des gouvernements et des collectivités à faire face à la croissance rapide de la demande en services de base (eau, énergie, transports, communications, assainissement, système d'égouts et gestion des déchets solides) à moindre frais, par des méthodes viables sur le plan écologique et acceptées par la population et de promouvoir la coopération et la création des capacités nécessaires à l'utilisation de technologies écologiquement rationnelles aux fins d'un développement durable et d'une gestion viable des infrastructures des établissements humains. On s'efforcera d'atteindre ces objectifs en menant différentes activités dans trois domaines principaux : a) gestion de l'offre et de la demande en infrastructures et en services dans les établissements humains; b) planification et gestion de l'environnement; et c) coopération et création des capacités nécessaires à l'application de technologies écologiquement rationnelles dans les établissements humains, de façon à aborder de façon intégrée les questions relatives aux infrastructures et à l'environnement mentionnées dans l'Action 21.
- 12.29 Lors de la mise en oeuvre de ce sous-programme, l'accent sera mis tout particulièrement sur : a) la nécessité de remédier à l'insuffisance des connaissances dans les domaines critiques grâce à des travaux de recherche et d'études d'ordre politique et technique; b) la promotion des pratiques optimales en vue de diffuser à l'échelle du système des modèles efficaces de mécanismes d'exécution; et c) la mise en oeuvre de projets pilotes visant à améliorer l'environnement, grâce notamment au renforcement des capacités au niveau local. Le sous-programme devra en priorité répondre aux besoins des pays les moins avancés et des groupes vulnérables, utiliser au maximum les ressources locales et s'assurer la collaboration d'un large éventail de parties prenantes au développement durable des établissements humains. Une attention particulière sera également accordée à l'élaboration et à l'extension de programmes et d'activités conjoints au sein du système des Nations Unies ainsi qu'à la conclusion de nouvelles alliances, notamment avec le secteur privé et, en particulier, avec les milieux d'affaires et les organisations non gouvernementales.

Activités

1. Services fournis aux organes délibérants

Groupe spécial d'experts de la coopération et de la création des capacités nécessaires à l'application de technologies écologiquement rationnelles appropriées aux fins du développement des établissements humains.

2. Publications

Publications non périodiques. i) Examen des données d'expérience enregistrées lors de la mise en oeuvre des plans d'action nationaux d'Habitat II en ce qui concerne la modernisation des infrastructures et des services municipaux; ii) inventaire des interventions menées dans le domaine des établissements humains en matière de lutte contre les maladies à vecteur en milieu urbain; iii) système informatique de gestion de l'environnement à l'échelon des collectivités; iv) stratégies de gestion écologiquement rationnelle de l'énergie dans les zones urbaines de l'Afrique subsaharienne; v) examen des données d'expérience recueillies lors de la mise en oeuvre d'Action 21 en fonction de l'évolution des modes de production et de consommation dans les établissements humains : gestion de l'énergie, des transports et des déchets; vi) données d'expérience recueillies par les pays en matière d'intégration des questions liées à l'environnement et à l'énergie dans l'aménagement urbain et l'urbanisme; vii) inventaires des activités de planification écologique et de gestion de l'environnement en milieu urbain; données d'expérience recueillies lors de la mise en oeuvre du plan d'action d'Habitat II concernant les technologies écologiquement rationnelles; viii) inventaire des techniques d'évacuation durable des effluents de fosses

septiques et des déchets de fosses d'aisances; et ix) inventaire des technologies de production de matériaux de construction les moins polluantes et ayant le meilleur rendement énergétique.

3. *Supports et services d'information*

- a) *Supports d'information.* Bulletin d'information semestriel sur les données d'expérience opérationnelles recueillies à l'échelon local urbain en matière de planification écologique et de gestion de l'environnement en milieu urbain;
- b) *Films et bandes vidéo.* Deux bandes vidéo concernant un certain nombre de villes et leurs données d'expérience pratique locale en matière de planification écologique et de gestion de l'environnement en milieu urbain.

4. *Activités opérationnelles*

- a) *Services consultatifs.* Gestion des infrastructures urbaines, méthodes de planification des investissements multisectoriels, identification et gestion des demandes; partenariats entre secteur public et secteur privé et participation communautaire, et gestion des activités opérationnelles ainsi que des activités d'entretien; planification écologique et gestion de l'environnement, et actualisation des instruments appropriés des agents des services d'urbanisme aux fins des processus participatifs d'urbanisme et d'aménagement urbain;
- b) *Formation de groupe.* Séminaires sur l'évolution des modes de production et de consommation dans les établissements humains : énergie, transports, gestion des déchets; stratégies relatives à l'approvisionnement en eau et à la fourniture de services environnementaux de base en milieu urbain; systèmes informatisés de gestion de l'environnement à l'échelon des collectivités pour l'information concernant les consultations nationales et urbaines portant sur la modernisation et la gestion des infrastructures, sur la planification écologique et la gestion de l'environnement en milieu urbain; et sur la promotion de technologies de production de matériaux de construction peu polluantes et d'un bon rendement énergétique;
- c) *Projets opérationnels.* i) Deux projets pilotes portant sur des systèmes énergétiques durables à l'échelon de la collectivité pour de petits établissements humains (Inde et Philippines); ii) deux projets pilotes de gestion de l'environnement à l'échelon des collectivités (Ghana, Indonésie); iii) six projets de coopération technique sur la modernisation et la gestion des infrastructures municipales; et iv) 14 projets de coopération technique sur la gestion de la planification écologique.

Sous-programme 5

Gestion des opérations visant à atténuer les effets des catastrophes et des activités de reconstruction et de développement

- 12.30 Ce sous-programme abordera les problèmes des pays sujets aux catastrophes et celui de l'atténuation de l'impact sur les établissements humains des catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Son objectif est de sensibiliser davantage aux risques de catastrophes et à l'importance d'une planification préalable les décideurs, les planificateurs, les entrepreneurs et les collectivités participant à la planification et au développement d'établissements humains durables; d'aider les administrations centrales et les autorités locales dans leurs efforts de relèvement et de reconstruction et pour la reprise de leurs activités de développement après les catastrophes; de renforcer les mécanismes permettant aux populations menacées et touchées de faire face aux catastrophes; et de contribuer aux efforts déployés par la communauté internationale pour répondre aux situations d'urgence de façon plus systématique et mieux coordonnée.
- 12.31 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, les efforts porteront principalement sur trois éléments intégrés, à savoir : a) la phase avant-catastrophe, comprenant notamment les mesures de planification préalable, de sensibilisation, de prévention et d'atténuation; b) la phase après-catastrophe allant de la fourniture des

secours au relèvement, à la reconstruction et au développement durable; et c) la coordination interinstitutions au sein du système des Nations Unies et avec la communauté internationale dans son ensemble, notamment avec les organisations non gouvernementales, les organismes bilatéraux et les donateurs en général.

Activités

1. Publications

Publications non périodiques. Document directif sur la gestion des activités d'atténuation des effets des catastrophes ainsi que de reconstruction et de développement; manuels techniques sur les mesures de sensibilisation aux systèmes d'alerte rapide et d'atténuation des effets des catastrophes; examen des efforts déployés par les pouvoirs publics pour gérer la situation après les catastrophes : plan d'action mondial d'Habitat II; femmes et collectivités en crise (en coopération avec UNIFEM); et manuels techniques sur les activités d'évaluation, de relèvement, de reconstruction et de développement après les catastrophes.

2. Supports et services d'information

Films et bandes vidéo. i) Bandes vidéo sur la planification préalable aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et ii) deux bandes vidéo sur l'évaluation, le relèvement et la reconstruction après les catastrophes.

3. Activités opérationnelles

- a) *Services consultatifs.* Pour la préparation de notes stratégiques nationales et la formulation de stratégies nationales de gestion des catastrophes, ainsi que pour les évaluations et l'aide au relèvement, à la reconstruction et au développement après les catastrophes;
- b) *Formation de groupe.* Séminaires et stages de formation sur les stratégies de reconstruction et les mécanismes de mise en oeuvre à l'échelle du système;
- c) *Projets opérationnels.* i) Cinq projets sur l'atténuation des effets des catastrophes naturelles ou causées par l'homme (par exemple séismes, inondations, tempêtes, typhons, risques technologiques, etc); et ii) 10 projets de coopération technique sur l'assistance après les catastrophes causées par l'homme, les catastrophes naturelles et les catastrophes industrielles.

4. Coordination, harmonisation et liaison

Coordination et consultations avec le Département des affaires humanitaires et autres organismes et programmes des Nations Unies, en particulier dans le cadre du Comité permanent interinstitutions sur la continuité entre les secours d'urgence et les activités de développement.

Sous-programme 6

Un logement pour tous

- 12.32 Ce sous-programme est axé sur a) l'amélioration de l'efficacité du secteur du logement à l'aide des indicateurs du logement; b) la promotion des politiques du logement et des stratégies de facilitation afin que les ressources voulues soient rapidement disponibles en quantités suffisantes et à des prix abordables; c) la promotion de systèmes de fourniture de logements permettant de faire face à la crise du logement à une échelle qui soit à la mesure du problème et à un coût abordable pour les ménages et la société et ce, de manière écologique; d) l'amélioration de la capacité de l'industrie du bâtiment de répondre aux besoins en infrastructures, logements et installations connexes et d'accroître l'offre de matériaux de construction à un prix abordable; e) la promotion de mesures visant à surmonter les difficultés auxquelles doit faire face l'industrie du bâtiment, en particulier la faiblesse du cadre institutionnel et législatif, le manque de personnel qualifié, la dépendance excessive à l'égard de techniques et de facteurs de production

importés et l'incapacité à mobiliser les ressources locales disponibles en vue de créer une industrie du bâtiment autochtone.

- 12.33 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, on s'efforcera de mener des travaux de recherche, d'organiser des réunions d'experts et des séminaires, de diffuser des informations, de fournir des services consultatifs et d'apporter une coopération technique en vue de soutenir la mise en oeuvre du plan d'action mondial d'Habitat II quant à son thème central «Un logement pour tous», en appliquant plus largement les stratégies de facilitation pour améliorer la production de logements et renforcer le rôle joué par le secteur privé et les organisations non gouvernementales ainsi que les organisations axées sur les collectivités. L'expérience acquise dans ce domaine aux niveaux national et international fera l'objet d'un document thématique qui sera soumis à la Commission des établissements humains à sa seizième session.

Activités

1. Publications

- a) *Publications non périodiques.* Publication semestrielle du journal du réseau des pays africains sur les matériaux et techniques de construction locaux;
- b) *Publications non périodiques.* Document directif sur le thème «Un logement pour tous»; contribution des principaux groupes à la production de logements destinés aux groupes à faible revenu; expérience acquise par certains pays en matière d'application de la Stratégie mondiale du logement; évaluation des subventions et des mesures d'appui dans le secteur du logement; financement du logement dans les pays d'Afrique; entretien des bâtiments : problèmes et approches; et mouvement des centres de construction.

2. Supports et services d'information

Films et bandes vidéo. Bande vidéo sur certaines techniques de construction et de production de matériaux de construction à faible coût (ce film de 30 minutes sera utilisé comme moyen de formation).

3. Activités opérationnelles

- a) *Services consultatifs.* Stratégies permettant de mettre en oeuvre les plans d'action nationaux d'Habitat II sur le thème «Un logement pour tous» (notamment soutien à la mise en oeuvre d'Action 21 et à la Stratégie mondiale du logement), et appui aux institutions de financement du logement et aux services s'occupant des moyens de financement non conventionnels des logements destinés aux groupes à faible revenu;
- b) *Formation de groupe.* Stages de formation aux partenariats entre secteurs public et privé dans les pays où des projets opérationnels seront mis en oeuvre; aux critères applicables en matière de financement du logement; et au renforcement des capacités locales de production de logements dans les pays en développement;
- c) *Projets opérationnels.* i) Six projets nationaux sur l'aide aux pays pour la construction d'ensembles d'habitation par le biais de partenariats entre secteurs public et privé; ii) cinq projets nationaux axés sur l'appui aux institutions de financement du logement et aux programmes de crédit communautaire; iii) projet régional sur le renforcement des capacités nationales dans le secteur des matériaux de construction à l'intention des pays de l'Afrique subsaharienne; iv) deux projets sur l'amélioration du rendement énergétique de la production des matériaux de construction et la capacité des petites entreprises de production; et v) deux projets sur l'amélioration de l'efficacité et des capacités des petits entrepreneurs.

Sous-programme 7

Renforcement des collectivités locales

- 12.34 Le sous-programme vise a) à donner les moyens aux collectivités à faible revenu d'améliorer leurs conditions de vie et de travail; et b) à renforcer la capacité des gouvernements d'assurer un développement local intégré grâce à un partenariat efficace entre l'État, à tous les niveaux de l'administration, le secteur privé et les organisations non gouvernementales ainsi que les organisations axées sur les collectivités.
- 12.35 Au cours de l'exercice biennal, les travaux de recherche, les activités opérationnelles et les services d'information seront orientés en vue de la mise au point et de la formation de stratégies locales de développement durable dans le cadre d'une approche participative à partir de la base. Les activités porteront sur une formation pratique non institutionnalisée et des travaux de construction au niveau des collectivités. À l'échelon des autorités locales, notamment des municipalités et des districts, il s'agira surtout d'activités de formation en cours d'emploi et de l'élaboration de stratégies permettant de faciliter la gestion des collectivités.

Activités

1. Services fournis aux organes délibérants

Réunion d'un groupe spécial d'experts de l'habilitation des pauvres à la gestion de la collectivité.

2. Publications

Publications non périodiques. Développement local axé sur la collectivité; manuels nationaux de formation sur le renforcement des capacités en vue du développement et de l'amélioration des établissements humains au niveau des collectivités, ainsi que sur la planification des tâches incombant aux hommes et aux femmes dans les collectivités locales; manuels de formation aux fonctions d'appui des pouvoirs publics à l'action communautaire; et études de cas sur le rôle des autorités locales dans l'aide aux collectivités.

3. Supports et services d'information

- a) *Supports d'information.* Quatre bulletins d'information régionaux diffusant les données d'expérience recueillies et les pratiques suivies en matière d'élaboration et de maintien des méthodes de gestion communautaire; et bulletin d'information semestriel sur un réseau de projets et d'institutions gouvernementales de partenariat visant à soutenir l'action menée à l'échelon des collectivités;
- b) *Films et bandes vidéo.* Trois bandes vidéo sur le renforcement de capacités d'auto-assistance aux fins de la gestion des collectivités.

4. Activités opérationnelles

- a) *Services consultatifs.* Sur le renforcement de capacités aux fins de la gestion des collectivités, et sur le rôle de celles-ci et des organismes qui en relèvent dans la lutte contre la pauvreté;
- b) *Formation de groupe.* Séminaires et bourses sur le renforcement des capacités à l'échelon des collectivités et sur la gestion collective au niveau des villes et municipalités;
- c) *Projets opérationnels.* i) Deux projets opérationnels sur l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain; ii) quatre projets opérationnels sous-régionaux portant sur l'appui et l'organisation en réseau de l'assistance technique en vue de renforcer les collectivités locales (Amérique centrale, région andine de l'Amérique latine, Afrique de l'Est et australe et Asie du Sud-Est); iii) quatre projets opérationnels nationaux sur le renforcement de la gestion des collectivités (Costa Rica, Équateur, Ghana et Ouganda); et iv) deux projets opérationnels sur le renforcement des capacités des autorités locales et nationales de créer un cadre favorable au développement participatif.

Sous-programme 8

Réduction de la pauvreté et promotion de l'équité

- 12.36 Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, ce sous-programme sera principalement axé sur la nécessité de promouvoir au niveau du pays, de la ville et du voisinage des stratégies participatives visant à améliorer la productivité, l'emploi et les revenus des pauvres vivant en milieu urbain; à renforcer les capacités des administrations locales et des organisations non gouvernementales ou axées sur les collectivités en vue de la mise en oeuvre de ces stratégies, et à promouvoir, aux niveaux national, infranational, urbain et rural, des politiques spécifiques destinées aux groupes vulnérables et qui facilitent leur réintégration dans le processus de développement socio-économique.

Activités

1. Services fournis aux organes délibérants

Réunion d'un groupe spécial d'experts sur l'intégration sociale dans les établissements humains.

2. Publications

Publications non périodiques. i) Réduction de la pauvreté et promotion de l'équité; ii) pauvreté urbaine et administration publique en Afrique australe et de l'Est; iii) études de cas sur la réduction de la pauvreté à l'échelon municipal; iv) coûts et avantages des méthodes à forte intensité de main-d'oeuvre pour la fourniture de logements, d'infrastructures et de services; v) monographie sur les enfants des rues et le logement en Afrique subsaharienne; et vi) contribution du logement à l'intégration sociale.

3. Supports et services d'information

Films et bandes vidéo. Trois bandes vidéo sur des données d'expérience recueillies en Asie, en Amérique latine et en Afrique dans les domaines de l'appui aux micro-entreprises, de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de vie des pauvres grâce aux méthodes participatives.

4. Activités opérationnelles

- a) *Services consultatifs.* Fourniture de conseils aux municipalités pour l'accroissement des prestations de services destinés aux pauvres et la promotion de la création d'emplois;
- b) *Formation de groupe.* Divers stages de formation à l'intention de représentants des municipalités sur l'amélioration des infrastructures et des services fournis aux pauvres ainsi que sur la formation requise en matière technique et organisationnelle, pour les membres des collectivités, des entrepreneurs, des organisations non gouvernementales, du personnel administratif et de la fonction publique, en vue de mener des activités de développement productives aussi bien dans le secteur privé qu'au sein des collectivités, et un séminaire sur l'amélioration du sort des enfants des rues en Afrique subsaharienne;
- c) *Projets opérationnels.* i) Dix projets sur l'amélioration de l'accès des pauvres aux services urbains; ii) quatre projets d'assistance technique sur l'appui au développement du secteur non structuré et des petites entreprises dans les communautés urbaines pauvres; et iii) au projet sur le recyclage des déchets par les pauvres des villes.

Ressources nécessaires (aux taux courants)

Personnel

- 12.37 Les ressources prévues (8 760 000 dollars) représentent le coût de 37 postes d'administrateur et de 22 postes d'agent local au titre du programme de travail.

Consultants et experts

- 12.38 Un montant de 257 800 dollars est demandé pour les consultants (177 400 dollars) et les groupes spéciaux d'experts (80 400 dollars). L'accroissement de 40 000 dollars concerne la rémunération des consultants nécessaires dans un certain nombre de domaines pour lesquels il n'existe pas d'experts au Centre.

Voyages

- 12.39 Les ressources prévues (71 900 dollars) concernent les frais de voyage des membres du personnel participant à des réunions portant sur les établissements humains.

Services contractuels

- 12.40 Un montant de 64 800 dollars est demandé pour couvrir le coût des travaux contractuels d'imprimerie concernant le programme de publications du CNUEH (Habitat).